

## **Nous n'avons rien à défendre**

Ni des loi supposées nous garantir, ni un quelconque travail supposé nous permettre de nous « réaliser ». Le travail n'est rien d'autre qu'exploitation, fatigue, ennui, humiliation. Toute loi n'est que l'expression de la domination de certaines couches sociales sur d'autres, qui constituent la majorité de la population. Nos fameux « droits » ne sont que le paravent du marchandage entre notre docilité et l'expropriation de nos vies.

Nous sommes nombreux à descendre dans les rue, ces jours-ci. Journalistes, syndicalistes et politiciens (même « alternatifs ») voudraient nous enrégimenter derrière le simple refus de la loi Travail. Mais, en fait, on s'en fout de cette énième réforme d'un code du Travail qui est là pour nous atteler au turbin. On crache sur l'esclavage à vie du CDI comme sur la galère quotidienne de la précarité. Ce qui remplit les rues ces jours-ci, c'est le ras-le-bol envers ce monde de plus en plus invivable. C'est le refus du travail, la conscience peut-être encore imprécise mais bien présente que toute loi est une chaîne. Il y a ici et là quelques petites secousses dans la normalité de cette société : des frémissements dans lesquels nous pouvons voir un refus de la soumission et de l'impuissance quotidiennes, une mise en cause de la résignation généralisée.

Ce monde est invivable. D'un côté un État de plus en plus répressif – la carotte de l'État social étant en fin de course (pas pour toutes les catégories, bien sûr : le vieux précepte de diviser pour mieux régner est toujours efficace), il ne reste que le bâton. De l'autre côté, des prétendues alternatives qui ne représentent que la volonté de faire gérer cette même société par des syndicats et des partis de gauche, qui n'ont même plus d'illusions à vendre. Ou bien de sinistres cauchemars qui donnent une couleur encore plus morbide à l'autorité : replis communautaires, retour du religieux et de l'oppression morale.

Dans ce panorama sombre, s'attacher à un coin de territoire ou à une situation sociale donnée, revient à jouer sur la défensive, à renoncer à l'audace des rêves. Mais ni une quelconque zone à défendre dans un monde englouti par des nuisances, ni une Justice qui est là pour sanctionner l'inégalité et la privation de liberté, ni quelques droits à se faire exploiter tout le long de la vie, ne pourraient jamais nous suffire.

Cette petite fissure dans la normalité que ce sont les mobilisations avec l'excuse de l'énième modification du code du Travail, nous voulons l'agrandir, pour qu'elle devienne une brèche, d'où atteindre la fin de l'exploitation. Faisons en sorte que le vase qui commence à déborder se casse. Ne nous contentons pas des promesses politiciennes, chassons les médiateurs sociaux (comme les syndicats), déchaînons notre rage contre cette société qui nous vole, jour après jour, nos vies. Attaquons-nous aux bases morales et sociales de l'autorité. Et aussi à ses structures matérielles : magasins, lieu de productions, bâtiments publics, véhicules, moyens de transport de personnes, de marchandises et d'énergie... Attaquons-nous aux hommes et femmes qui l'incarnent : flics, patrons, juges, chefs de toute sorte, bureaucrates, vigiles, politiciens, matons... A nombreux, en petits groupes ou seuls, le jour comme la nuit, quand et où le pouvoir ne nous attend pas.

Un graffiti récent, souvent repris, dit : « le monde ou rien ». Mais nous n'avons rien à défendre dans ce monde qui ne nous appartient en rien, et auquel nous n'appartenons pas. Un monde qu'on veut détruire.

La fête ne nous attend pas que sur ses décombres, mais déjà dans la révolte, ici et maintenant. Il n'y a pas de retour en arrière.

**Contre toute loi, contre le travail. Contre ce monde d'enfermement et d'exploitation.**

**Pour la liberté !**

